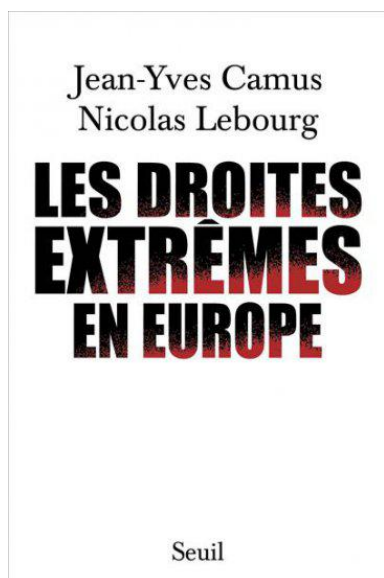


## Toute l'Europe est sous la pression de droites extrêmes

PAR MARINE TURCHI  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 24 DÉCEMBRE 2015



seuil

Les chercheurs Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg mettent en évidence un réalignement idéologique qui concerne l'Europe entière, avec l'émergence de droites extrêmes. Ce phénomène est d'abord le résultat d'une crise politique et culturelle.

En France, le Front national est arrivé en tête au premier tour des trois dernières élections : les européennes (24,86 %), les départementales (25,24 %), les régionales (27,73 %). Pour les chercheurs Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, ces résultats découlent d'une « droïtisation » de la société qui a permis à l'extrême droite d'y adapter son offre. Mais ce réalignement idéologique concerne toute l'Europe, selon eux.

Jean-Yves Camus  
Nicolas Lebourg

## LES DROITES EXTRÊMES EN EUROPE

Seuil

Dans leur ouvrage *Droites extrêmes en Europe* (Seuil, 20 €), publié en novembre, ils décortiquent l'émergence, ces vingt dernières années, de partis extrêmes ou radicaux, en rupture avec les traditions fascistes, et dont l'objectif est de conquérir le pouvoir. Selon les auteurs, leur percée ne peut s'expliquer par la seule crise économique. Elle est d'abord le résultat d'une crise politique et culturelle, le symptôme « *d'un très profond questionnement des cadres traditionnels de l'identité européenne, de la représentation politique et des références des droites de gouvernement* ». Tour d'horizon de cette Europe radicale avec le politologue **Jean-Yves Camus**, l'un des auteurs, et directeur de l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP) de la fondation Jean-Jaurès.

**Le Front national a échoué à emporter des régions, mais il semble avoir remporté une victoire idéologique : la campagne a tourné autour des enjeux identitaires et migratoires. Peut-on parler d'une hégémonie culturelle de l'extrême droite ?**

**Jean-Yves Camus :** Non, il y a avant tout une perte de l'hégémonie culturelle de la gauche, qui est ancienne. Il n'y a pas pour autant d'hégémonie culturelle de l'extrême droite, mais qu'il y ait une hégémonie du libéralisme, qui n'est ni de droite, ni de gauche, c'est une évidence. Sans doute est-ce avec quelques raisons que Nicolas Sarkozy et d'autres disent que le pays

n'a jamais été aussi à droite. Et c'est le paradoxe : le pays n'a jamais été aussi à droite, le centre de gravité idéologique s'est déplacé vers la droite, mais il n'y a quasiment plus d'intellectuels de droite, plus de revues théoriques de droite. On a une droite sans logiciel idéologique, une sorte de droite du bon sens, tenant lieu de programme.

### **Ce désert programmatique de la droite est-il spécifiquement français ?**

C'est une droite qui pense peu, quand on compare avec le travail programmatique des conservateurs britanniques, de la CDU et la CSU allemandes, autour de leurs fondations et revues. C'est aussi une droite tenue dans ce grand écart permanent entre la droite de la droite et le centre. Tant que cette clarification ne sera pas faite... Au Royaume-Uni, on a un centre-droit avec les libéraux-démocrates, et une droite avec les conservateurs. En Allemagne on a le FDP (libéraux), la CDU (conservateurs), et la CSU (sensibilité plus régionale, catholique).

### **Ce déplacement du centre de gravité idéologique vers la droite concerne toute l'Europe. Vous montrez qu'on assiste à un réalignement idéologique européen, vers un modèle qui serait plus proche de celui de Viktor Orbàn en Hongrie que de l'extrême droite telle que le FN l'incarnait à sa création.**

Oui, avec l'émergence d'une « démocratie illibérale », qui conserve l'enveloppe démocratique : les élections existent, elles sont encore libres et transparentes dans une large mesure ; la presse indépendante a un espace qui se réduit, mais le pluralisme des médias n'est pas totalement inexistant ; il y a un parlement. Malgré tout, on le voit avec l'exemple Orbàn et peut-être aujourd'hui avec l'exemple polonais, on a une rétraction énorme de l'espace de débat, une vision extrêmement polémique de la démocratie : l'adversaire est désigné comme un ennemi, il est disqualifié comme étant anational ou antinational. C'est extrêmement présent dans le discours de Fidesz

[le parti d'Orbàn, nldr], avec parfois des sous-entendus assez clairs sur le type de minorité visé : les juifs, accusés d'œuvrer contre l'intérêt national.



Viktor Orbàn en Chine, le 24 novembre 2015. © Reuters

### **Peut-on comparer les situations de la Hongrie (où l'autoritaire Viktor Orbàn est revenu au pouvoir en 2010 et défend les « valeurs chrétiennes » de l'Europe qui seraient mises en danger par l'arrivée de migrants) et de la Pologne (où le parti conservateur catholique de Jaroslaw Kaczynski vient de reprendre le pouvoir) ?**

Il y a tout de même deux différences. La première, c'est que la Hongrie est un pays religieusement hétérogène, pour partie catholique, pour partie calviniste. La Pologne, elle, a gardé son empreinte catholique et a traversé les années du communisme sans jamais avoir mis entre parenthèses les filiations nationalistes de l'avant-guerre. La seconde différence, c'est que la Hongrie a, pendant la période communiste, beaucoup plus marginalisé les mouvances radicales. Cela tient à l'histoire des deux pays : la Pologne a pu se réfugier derrière la construction historique du pays doublement attaqué, victime de la Seconde Guerre mondiale. En Hongrie, il y avait clairement un gouvernement collaborateur, autour du parti des Croix fléchées. Ces gens ont subi de plein fouet la répression, le départ en exil dès la fin de la guerre et l'insurrection de 1956 a achevé ce processus.

**La conclusion de votre livre, c'est qu'on fait fausse route en expliquant la montée de ces partis par la seule variable économique. Certaines sociétés touchées par la crise sont d'ailleurs imperméables à l'extrême droite, comme l'Irlande ou l'Islande. Pour vous, c'est d'abord la conséquence d'une crise politique et culturelle.**

C'est évidemment une crise de la représentation politique. Avec Nicolas Lebourg, nous ne disons pas que nous cautionnons les termes de l'insécurité culturelle, mais nous affirmons que ces questionnements identitaires traversent le corps électoral un peu partout en Europe. Et que ce n'est pas en niant qu'ils existent qu'on arrivera à leur résolution. Les enquêtes d'opinion le montrent, des citoyens expriment une forme d'insécurité qui n'est pas uniquement liée à leur avenir économique, mais aussi au fait que la globalisation, son énorme rapidité, l'immigration, ont chamboulé leurs points de repère habituels. Une réponse de gauche doit partir du principe que les repères habituels sont chamboulés.

**Vous parlez d'un « vote lobbying » : l'électeur voterait pour l'extrême droite pour faire pression sur le gouvernement sur les questions migratoires, identitaires, sécuritaires.**

Oui, ce vote est aussi une demande de régénération, de changement de pratiques, un signal que le jeu est fermé, que les électeurs ne s'y reconnaissent plus. Toutes les enquêtes de terrain sur le vote FN nous le disent : ces électeurs se plaignent qu'entre les scrutins, ils ne voient personne, et d'un système qu'ils perçoivent comme strictement endogame. Le Front national tire d'ailleurs aussi son attractivité de la possibilité d'offrir des carrières à des gens qui ne sont pas représentés dans les élites dirigeantes des autres partis – ouvriers, classes moyennes. On arrive à ce paradoxe extraordinaire que les assemblées sont socialement moins diverses que celles de la III<sup>e</sup> République. Il ne s'agit pas uniquement de dire que le Front national est une imposture parce qu'il fait ses campagnes sur l'oligarchie et le système. Il faut se demander s'il n'y a pas quand même quelque chose qui doit être entendu dans ces imprécations contre l'oligarchie et le système.

**L'Europe de l'Est, terrain moins propice au succès des extrêmes droites**

**Dans ce contexte, ce qui fait le succès des droites extrêmes selon vous, c'est leur plus grande capacité d'adaptation aux changements structurels, à la globalisation notamment (nouveaux schémas d'action militante, adaptation lexico-idéologique) ?**

Cela leur a en tout cas permis de sortir d'une marginalité qu'on croyait définitive depuis 1945. Les idéologies ont des périodes de latence et dans un contexte favorable elles peuvent se régénérer, de surcroît si elles ont quelqu'un qui les porte. Ce qui a fait leur succès dans les années 1990-2000, c'est leur capacité à rentrer dans l'ère de la démocratie catholique, à comprendre qu'on ne prend plus le pouvoir par la Marche sur Rome ou le coup d'État, et à trouver des points de contestation qui font mouche de la globalisation libérale et de la fin des horizons collectifs. Elles tirent aussi parti du fait que les intérêts sociaux divergents, la question sociale, les attachements nationaux existent encore.

**Dans les pays d'Europe du Sud, très touchés par la crise, les formations d'extrêmes droites ne se sont pas ravivées. Pourquoi ?**

D'abord parce que le passé dictatorial est encore proche, ensuite parce que les extrêmes droites locales n'ont pas su prendre le tournant de la modernité. Si jamais l'extrême droite espagnole s'enferme dans le culte de Franco, ça ne peut évidemment pas marcher. Dès la transition démocratique, les deux partis de droite ont su intégrer sans heurts la plupart des cadres moyens du franquisme. Membre de l'aile dite « modernisatrice » du franquisme, Manuel Fraga [fondateur du Parti populaire, ndlr] a traversé l'Espagne post-démocratique avec facilité, jusqu'à mourir respectueusement salué par ses adversaires. Sur un agenda très à droite, les électeurs se sont retrouvés dans le Parti populaire (PP).

**L'Europe de l'Est est un terrain moins propice au succès des formations d'extrême droite qu'à l'Ouest – les dernières élections européennes et législatives le montrent d'ailleurs. Pourquoi ?**

Il y a deux raisons à cela. La première, c'est que les systèmes relativement neufs d'Europe de l'Est laissent émerger, pratiquement à chaque élection, des formations populistes. Ces formations peuvent ne pas être de droite – comme le mouvement Palikot en Pologne –, mais elles captent le potentiel de protestation. Le jeu n'est pas encore totalement verrouillé, il y a un remplacement beaucoup plus rapide des élites dirigeantes. On voit par exemple en Roumanie la vitesse avec laquelle les dirigeants sont tombés cette année (le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement, des maires de grandes villes, y compris la capitale).

L'autre raison, c'est qu'un certain nombre de marqueurs de l'extrême droite sont de toute façon compris dans le logiciel idéologique des gouvernements. S'il n'y a plus de partis d'extrême droite en Pologne, ça n'est pas parce qu'il n'y a pas d'espace mais parce que sur les listes de Droit et Justice [*PiS – le parti conservateur catholique qui vient de reprendre le pouvoir, ndlr*], ou de Pawel Kukiz [*candidat populiste, ndlr*], on trouve des nationalistes radicaux. Rappelons que Radio Maryja [*radio ultra-conservatrice catholique polonaise, ndlr*], fait campagne depuis plus de dix ans pour PiS et non pas pour la Ligue des familles polonaises. Leur raisonnement, c'est : “Nous voulons peser sur un agenda sociétal du gouvernement en place, donc pesons sur les options sociétales du parti qui est majoritaire au sein de la droite conservatrice.”

**Est-ce que les groupuscules et les partis de droite conservateurs se concurrencent ou s'auto-alimentent dans les pays de l'Est ? En Hongrie, Viktor Orbàn a su utiliser le Jobbik (extrême droite radicale) pour apparaître comme la droite conservatrice et légaliste ?**

Dans le cas de la Pologne, il y a un mode de scrutin qui favorise clairement les listes, avec des possibilités d'appareillages qui font que si vous êtes candidat sur une liste de droite conservatrice, que vous appartenez à un groupe radical, votre appartenance figure sur la liste, mais vous ne vous marginalisez pas. Dans le cas de la Hongrie, il y a une concurrence

électorale. Viktor Orbàn a choisi une voie différente, qui consiste à laisser un espace à l'extrême droite radicale, ce qui le sert en terme d'image, notamment à l'international. Il peut dire : “Je ne suis pas un allié du Jobbik, mais un adversaire” – électoral en tout cas. “Je ne partage pas le même logiciel idéologique” – il n'est de fait pas le légataire des Croix fléchées. Mais il a cet exercice difficile de devoir contenir quand même Jobbik, qui pourrait devenir véritablement une force concurrentielle.



Les alliés de Marine Le Pen au parlement européen – l'Autrichien Harald Vilimsky (FPO), la Britannique Janice Atkinson (ex-UKIP), le Néerlandais Geert Wilders (PVV) – annonçant leur groupe au parlement européen, le 16 juin 2015. © Reuters

**Vous montrez qu'il n'y a pas d'uniformité idéologique des droites extrêmes européennes et vous dégagez trois modèles types : Aube dorée en Grèce (néonazis), le parti populiste de Geert Wilders aux Pays-Bas (islamophobe, qui se veut le champion des libertés des minorités contre les masses arabo-musulmanes) et le Front national (souverainisme intégral). Les deux derniers se sont alliés au parlement européen, qu'est-ce qui les différencie ?**

Les racines historiques. L'histoire impose un constat : le Front national français est né à l'extrême droite. Quoi qu'il veuille et fasse, il ne pourra pas gommer cet aspect-là – ce qui ne lui interdit pas d'évoluer. Geert Wilders n'a aucun rapport proche ou lointain avec l'extrême droite traditionnelle néerlandaise qui a existé après la guerre.

**En Scandinavie, la dimension anti-immigration n'était pas le ressort premier des extrêmes droites ?**

Au départ, ce sont des droites populistes anti-fiscales. La dimension xénophobe anti-immigration prend corps lorsque ces pays s'ouvrent vers une immigration de réfugiés – latino-américains dans les années 1970, ex-Yougoslavie ensuite, puis la corne de l'Afrique,

et aujourd'hui le Moyen-Orient et l'Afghanistan. Ces pays ont une tradition d'accueil des victimes de conflits et sont passés de sociétés religieusement et culturellement très homogènes à quelque chose de plus multiculturaliste, en tout cas dans les grandes villes.

**Le Front national n'aboutit pas à la même situation que les partis nationaux-populistes scandinaves, qui, au parlement, détiennent véritablement la clé quant au sort du gouvernement qu'ils soutiennent. Pourquoi ?**

Le succès d'une formation "anti-système", ou alternative, est extrêmement tributaire des modes de scrutin et notamment de la proportionnelle. Le scrutin majoritaire est assez défavorable au FN : on voit bien la disproportion entre son capital de voix et ses quatre parlementaires. Il ne peut pas constituer une force d'appoint d'une majorité parlementaire. C'est son problème actuel : il est une force gelée. Alors qu'au Danemark, en Norvège, en Autriche, aux Pays-Bas, en Italie, il a existé des moments où ces partis détenaient la clé du vote.

**« Le FN est une force gelée, c'est son problème actuel »**

**L'autre handicap des extrêmes droites, c'est le difficile équilibre à trouver entre leur contestation du système et leur participation au marché électoral. Quand elles rentrent au gouvernement, elles abandonnent une part de radicalité qui peut les tuer politiquement, comme le Mouvement social italien (MSI), héritier du fascisme, dans les années 1990.**

Gianfranco Fini a eu une démarche courageuse, qui consistait à rompre avec l'héritage du MSI, sur les lois raciales de 1938, la nature totalitaire du fascisme, sur l'antisémitisme. Il a été ministre de Berlusconi. Il a formé et dirigé l'Alliance nationale, un parti conservateur tout à fait *mainstream*. Le résultat a été la disparition.

**Marine Le Pen a toujours cité Gianfranco Fini en contre-exemple. Mais la question des alliances, du changement du nom du Front national, revient sur la table depuis la défaite aux régionales. Le FN peut-il suivre la même trajectoire que le MSI ?**

D'un strict point de vue électoraliste, Marine Le Pen a raison. L'exercice de corde raide est périlleux pour le Front national. Autant la radicalité marginalise, autant la normalisation marginalise aussi, par inclusion. Mais le cas italien était assez particulier : la grande opération "mains propres" en 1992 avait provoqué le big bang de la droite. En quelques mois, l'Italie s'est retrouvée privée de la démocratie chrétienne hégémonique depuis quarante ans, et des petites formations qui constituaient l'appoint. Cette "année zéro" pour la droite italienne, et le système de proportionnelle intégrale de l'époque, ont permis l'émergence de partis comme Forza Italia [*créé par Silvio Berlusconi en 1994, ndlr*], mais aussi la possibilité pour l'Alliance nationale et la Ligue du Nord de rentrer dans les gouvernements de coalition. Cela nécessite donc deux conditions : que la vieille droite soit éliminée, et que le système politique laisse une place aux formations mineures.

**Vous montrez aussi que les extrêmes droites, quand elles arrivent aux responsabilités, abandonnent le volet social « subversif » de leur discours et soutiennent une politique libérale, en légitimant cela par une politique identitaire et anti-immigration.**

Oui, des partis de droite populistes xénophobes ou d'extrême droite sont tentés, pour accéder au pouvoir, de faire un calcul d'opportunité : "Je prends votre économie de marché, et je troque ce ralliement contre *l'idéologie de l'enclosure*", c'est-à-dire une vision organiciste de la nation, la mise en œuvre de droits

différenciés entre nationaux et étrangers, la forte restriction des flux migratoires et de tout ce qui symbolise la société multiculturelle.



Marine Le Pen lors d'un meeting national, salle Wagram, à Paris, le 10 décembre 2015. © Reuters

### **Le Front national peut-il être tenté de faire ce calcul pour arriver aux responsabilités ?**

Le problème, c'est que la clé n'est pas dans ses mains. Quand bien même il accepterait de rentrer dans ce type d'échanges, il faut aussi que la droite le veuille. Pour l'instant, il n'y a pas de remise en cause par Les Républicains du fait que la cloison est étanche. Et je ne vois pas ce qui pourrait mener Nicolas Sarkozy à changer d'opinion d'ici la présidentielle.

### **Il est donc condamné à rester un parti de premier tour ?**

Dans la configuration politique de l'avant-2017, oui. Il n'a jamais réussi à obtenir le grand big bang de la droite qu'il espère. Faire exploser la droite, cela nécessite que la défaite soit sévère. Or, en 2012, Nicolas Sarkozy n'a pas subi de déroute. Une hypothèse peut être intéressante pour le Front national aujourd'hui : celle où les candidats de la droite seraient battus en 2017 et une fraction de l'électorat se dirait "il n'y a que dans la radicalité que l'on bat la gauche". On le voit sur les réseaux sociaux : des militants frontistes se consolent de n'avoir pas gagné d'exécutifs régionaux en disant "on a réussi à sortir la gauche des assemblées régionales", "à faire implorer les deux principales fédérations socialistes de France, le Nord et les Bouches-du-Rhône". Leur objectif est de "dégommer" la gauche, quitte pour certains électeurs frontistes à effectuer le calcul stratégique de voter à droite quand leur candidat ne peut pas l'emporter – c'est ce qui a permis la victoire de LR en Île-de-France.

### **À terme, le FN peut-il, comme le Parti communiste hier, n'être qu'une force solitaire, qui, bien que premier parti individuellement, n'arrive pas au pouvoir ?**

Oui. Le parti communiste avait aussi réussi une sorte de compromis territorial pour gérer son implantation et son capital de voix : le pouvoir gaulliste lui laissait la gestion des territoires où vivaient les « classes dangereuses », à la condition qu'il ne renverse pas l'ordre existant. Mais parallèlement, le PCF était quand même dans une optique d'avancées collectives (les accords de Grenelle après Mai 1968, une gestion des villes qui a permis de loger les gens, d'offrir une infrastructure culturelle, des loisirs). La question est de savoir si le FN peut se contenter de gérer ce capital-là, et si, d'ailleurs, la droite de gouvernement a l'intention de le lui laisser.

### **Le fait de n'avoir conquis aucun exécutif régional arrange-t-il Marine Le Pen dans la perspective de la présidentielle, comme certains frontistes l'ont sous-entendu dans les médias ?**

Non. En terme de rétribution symbolique, prendre une région est extrêmement important : c'est pouvoir montrer ce qu'on sait faire, donner des postes – et pas seulement de conseillers régionaux –, avoir un levier financier.

### **Cette incapacité à transformer l'essai au second tour peut-elle entraîner des divisions ou remises en cause au Front national ?**

Il y a eu des discussions assez ouvertes après le second tour, et la question de savoir comment le FN pouvait vaincre cette marginalisation a été débattue, sans qu'il y ait trop de casse car la scission de 1998 avec Bruno Mégret est encore dans tous les esprits. Il est beaucoup trop tôt pour que cela débouche sur des tensions telles que le leadership de Marine Le Pen soit remis en question.

### **Mais le leadership du vice-président Florian Philippot, qui incarne la sensibilité interventionniste et est très contesté en interne, peut, lui, être remis en cause ?**

S'il s'agit de déterminer où est l'avenir, il est plus dans le binôme conservatisme sociétal - libéralisme économique de Marion Maréchal-Le Pen. Pour autant, il ne faut pas oublier la vérité de la pyramide des âges : Marine Le Pen a 47 ans, ce qui fait d'elle une candidate possible en 2017 et en 2022, et Marion Maréchal-

Le Pen n'a que 26 ans. Et c'est un parti qui doit marcher sur ses deux pieds. L'électorat du Nord-Pas-de-Calais-Picardie n'est pas totalement déconnecté des options qu'incarne Florian Philippot, et il ne se retrouverait pas dans celles de Marion Maréchal. Tout cela force à ne pas brusquer le moment où le choc des lignes se produira.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.